

## **Conditions Générales de Vente (CGV)**

### **1. Objet**

Les présentes Conditions Générales de Vente régissent les prestations de services de diététique et de nutrition proposées par Marion Bourhis dans le cadre de consultations en cabinet ou en visioconférence et dans le cadre d'ateliers cuisine en cabinet.

### **2. Prestations proposées**

Les prestations comprennent notamment les consultations diététiques, les bilans nutritionnels, les suivis personnalisés, des ateliers de cuisine et tout autre service relevant du champ de compétence du diététicien-nutritionniste.

### **3. Prise de rendez-vous**

Les rendez-vous peuvent être pris en ligne, par téléphone ou par email. Deux consultations annulées sans justifications feront l'objet d'une impossibilité de reprise de rendez-vous.

### **4. Tarifs**

Les prix sont indiqués en euros, nets de TVA (TVA non applicable, article 293B du CGI). Les tarifs applicables sont ceux en vigueur au jour de la prise de rendez-vous.

### **5. Modalités de paiement**

Le paiement est exigible à l'issue de la consultation. Les moyens de paiement acceptés sont : espèces, virement, chèque ou paiement en ligne selon les modalités proposées.

### **6. Droit de rétractation**

Conformément à l'article L221-28 du Code de la consommation, le droit de rétractation ne s'applique pas aux prestations pleinement exécutées avant la fin du délai de rétractation.

### **7. Responsabilité**

Une diététicienne est tenue à une obligation de moyens et non de résultat. Les conseils donnés ne se substituent pas à un suivi médical.

### **8. Données personnelles**

Les données personnelles collectées sont traitées conformément au RGPD. Le patient dispose d'un droit d'accès, de rectification et de suppression de ses données.

### **9. Propriété intellectuelle**

Tous les supports et documents remis restent la propriété intellectuelle de Marion Bourhis et ne peuvent être reproduits sans autorisation.

## **10. Droit applicable**

Les présentes CGV sont soumises au droit français. En cas de litige, une solution amiable sera recherchée avant toute action judiciaire.